

# Déclaration

---

95/68

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION**

**DE**

**L'HONORABLE ROY MACLAREN,**

**MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL,**

**DEVANT LA CHAMBRE DE COMMERCE INDONÉSIE-CANADA**

**RÉUNIE POUR LE PETIT-DÉJEUNER**

**DJAKARTA, Indonésie**  
**Le 14 novembre 1995**



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

**Canada**

Monsieur le ministre Joedono, distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de me retrouver ici aujourd'hui et de renouer avec vous tous, dont j'avais eu le plaisir de faire la connaissance l'an dernier.

Je suis doublement heureux d'être parmi vous en ce jour si spécial pour les Canadiens, particulièrement ceux qui sont ici, en Indonésie.

Hier soir, au Centre des congrès de Djakarta, les Parties à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique ont décidé d'établir le secrétariat permanent de la Convention à Montréal.

Je présente mes félicitations au maire de Montréal, qui était à Djakarta la semaine dernière pour promouvoir la candidature de sa ville à cette importante distinction internationale.

Les membres de la délégation canadienne – fonctionnaires fédéraux, provinciaux et municipaux, représentants d'organisations non gouvernementales et leurs collègues –, qui ont travaillé si fort pour que Montréal soit choisie, méritent aussi nos remerciements.

Ce succès démontre ce que nous sommes capables d'accomplir lorsque nous travaillons dans l'esprit « Équipe Canada », c'est-à-dire lorsque nous conjugons les efforts des divers paliers de gouvernement et du secteur privé.

Vous vous souviendrez peut-être que, l'an dernier, je vous avais entretenus de l'expansion des courants d'échanges et d'investissements entre le Canada et l'Indonésie, ainsi que de l'importance que revêtent pour notre prospérité mutuelle la nouvelle Organisation mondiale du commerce, le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et d'autres arrangements de libéralisation du commerce et de l'investissement.

J'avais conclu mon allocution en formulant l'espoir de revenir en Indonésie à la tête d'une mission commerciale et d'investissement.

Eh bien, nous voici!

Vingt-cinq cadres supérieurs, représentant certaines des plus importantes entreprises internationales du Canada, m'accompagnent.

Le Canada et l'Indonésie forment déjà un solide partenariat économique. Si nous sommes ici, c'est parce que nous voyons des possibilités de renforcer encore les relations entre nos deux pays dans des domaines où nos objectifs sont complémentaires.

Partenaires bilatéraux, nos deux pays sont « bien assortis » pour ce qui est des priorités au chapitre du développement économique. Tous deux, nous sommes confrontés aux mêmes défis lorsqu'il s'agit de faire profiter nos populations des avantages de la croissance.

Le besoin, par suite de la vaste étendue de nos territoires nationaux, d'établir des infrastructures à grande échelle dans des secteurs tels que l'énergie, les transports et les télécommunications, et la nécessité d'exploiter de façon viable nos ressources naturelles – minières, pétrolières et gazières, forestières et autres – sont autant de priorités que nous avons en commun.

Il ne faut donc pas s'étonner que nous ayons déjà de solides relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement. Nos échanges bilatéraux de marchandises devraient se chiffrer à plus de 1,1 milliard de dollars cette année, tandis que la valeur des investissements canadiens en Indonésie est estimée à 5 milliards de dollars.

Ces relations revêtent de l'importance pour les Canadiens.

C'est l'évidence même, le Canada est une nation commerçante. Les exportations nous procurent aujourd'hui plus d'un tiers de notre produit intérieur brut, contre un quart il y a quatre ans à peine. Par habitant, nous exportons trois fois plus que les États-Unis, deux fois plus que le Japon et 25 p. 100 de plus que l'Allemagne.

En Asie du Sud-Est, l'Indonésie constitue notre premier marché pour les produits; elle compte aussi pour plus de 100 milliards de dollars chaque année dans nos exportations de services et elle est le principal bénéficiaire de nos investissements directs dans la région. C'est là une solide assise pour la croissance à venir.

Les entreprises canadiennes ne demandent pas mieux que d'établir des relations avec des partenaires et clients indonésiens, et de croître avec votre marché en l'aidant à relever les défis que pose l'intensification du développement industriel.

Nous voulons collaborer avec l'Indonésie dans ses efforts pour satisfaire à la demande toujours croissante d'énergie sous toutes ses formes – énergie de sources conventionnelles, électricité thermique ou hydroélectricité.

Des firmes telles que le groupe Asia-Power, qui réunit nos principales entreprises d'utilité publique des provinces et du secteur privé, espèrent devenir des partenaires stratégiques de l'Indonésie pour les activités futures de production et de transport d'électricité.

Dans le domaine de l'énergie nucléaire, la société Énergie atomique du Canada limitée s'emploie en ce moment, de concert avec des experts indonésiens, à déterminer si la technologie CANDU peut répondre aux besoins locaux, au cas où votre gouvernement adopterait cette option. Nos deux pays se livrent déjà, dans ce domaine, à des activités de coopération scientifique et réglementaire.

Les Canadiens ont aussi de grandes compétences pour ce qui est de l'exploitation des ressources en gaz naturel aux fins de la production d'énergie et des applications pétrochimiques. Nos réseaux de transport et de distribution sont les plus étendus au monde, faisant bénéficier nos consommateurs dans toute l'Amérique du Nord des avantages qu'offre le gaz naturel.

Des entreprises canadiennes de calibre mondial jouent un rôle fondamental quant au projet d'implantation d'un réseau de gazoducs transindonésien, qui est actuellement aux premiers stades de développement. Nous sommes prêts à effectuer d'importants investissements pour la réalisation de ce projet.

En ce qui concerne les télécommunications, nos technologies de transmission des données, de radiotéléphonie et de téléphonie rurale peuvent être largement appliquées pour aider l'Indonésie à atteindre les objectifs de développement de son réseau national.

Le Canada connaît bien les défis que pose la transmission de la voix et des données sur de grandes distances. Bon nombre de nos entreprises sont déjà bien établies auprès de partenaires locaux en Indonésie pour la fourniture de tels services à valeur ajoutée.

Nous recherchons par ailleurs de nouvelles possibilités d'investissement dans ce secteur. Nul doute que les Canadiens seront nombreux à profiter de la mise en souscription publique d'actions de PT Telkom sur le marché international.

Le développement de votre secteur minier, auquel participe la société Inco du Canada depuis la fin des années 1960, porte aussi la promesse d'une coopération plus poussée au niveau des affaires.

Douze « contrats de travail » canadiens dans le secteur minier sont en attente d'approbation finale par le gouvernement de l'Indonésie. J'espère que ces contrats pourront être approuvés dans les semaines et les mois qui viennent.

Par ailleurs, nos deux pays collaborent étroitement pour ce qui est de la protection de l'environnement. Le Canada a eu le privilège de participer à l'élaboration de la réglementation environnementale de l'Indonésie; nos entreprises d'ingénierie et de services font actuellement la démonstration de technologies

qui permettent de répondre à des besoins environnementaux spécifiques, comme par exemple la gestion des ressources en eau.

Les firmes dont les dirigeants m'accompagnent ici et qui, pour bon nombre, appartiennent entre autres aux secteurs que je viens de mentionner, sont représentatives des entreprises canadiennes, chaque jour plus nombreuses, qui s'engagent auprès de l'Indonésie.

Elles investissent leurs capitaux et leurs ressources humaines pour contribuer à la réalisation des objectifs nationaux de développement économique de l'Indonésie.

J'ai eu l'honneur d'inaugurer hier, ici même, à Djakarta, les nouveaux bureaux de SNC-Lavalin, la plus importante entreprise canadienne de consultation en ingénierie.

Cette nouvelle coentreprise montre bien la détermination des Canadiens à collaborer étroitement avec leurs associés indonésiens pour répondre aux besoins grandissants d'infrastructures de votre économie en rapide essor.

Une douzaine au moins de sociétés canadiennes d'ingénierie sont présentes dans votre pays, où elles collaborent dans un grand nombre de secteurs avec des partenaires indonésiens.

Nos entreprises à l'oeuvre en Indonésie ne sont pas toutes de grandes sociétés de renommée internationale; il y a aussi de petites et moyennes entreprises [PME] qui possèdent une expertise unique concernant des technologies émergentes ou des services spécialisés.

Les PME constituent une priorité pour mon Ministère, et elles représentent 70 p. 100 des entreprises qui recourent aux services de nos ambassades et délégations commerciales dans la région Asie-Pacifique. En Indonésie, les PME comptent pour une part importante dans l'augmentation de plus de 200 p. 100 du nombre de visites de gens d'affaires qu'a enregistrée notre ambassade ici même, à Djakarta.

Ce sont les PME qui concluent des coentreprises et des ententes de transfert de technologies avec leurs homologues du secteur privé indonésien, et qui établissent et élargissent le partenariat économique qui profite à nos deux pays.

Le gouvernement du Canada appuie l'extension de ces liens commerciaux, par des activités renforcées de promotion du commerce et des programmes innovateurs de financement et d'assurance des exportations.

Le bureau de développement des affaires Canada-Indonésie, un projet mené par l'Association des exportateurs canadiens avec

l'appui de l'Agence canadienne de développement international, aide les firmes canadiennes à accélérer la formation de partenariats financiers et technologiques ainsi que l'enregistrement local par le biais de conseillers résidents affectés au « BKPM » [Conseil de coordination de l'investissement] et à la « BPTT » [Agence de recherche appliquée et de technologie].

La Société pour l'expansion des exportations, ou SEE, a élargi ses programmes de prêt pour y inclure non seulement les transactions de gouvernement à gouvernement, mais aussi l'appui des marchés privés passés avec le Canada et le financement avec recours limité dans le cadre de grands projets d'équipement.

La SEE a signé sa première ligne de crédit au secteur privé avec la Bank Umum Nasional d'Indonésie en mai de cette année. J'espère qu'il y en aura d'autres. Cette facilité, qui appuiera les transactions d'au moins 100 000 dollars, est particulièrement importante pour les petites et moyennes entreprises canadiennes et indonésiennes qui ont besoin d'un financement à l'exportation.

Un certain nombre de transactions de cette nature sont déjà envisagées. Elles s'ajouteront aux engagements déjà importants de la SEE en Indonésie – pays pour lequel elle a accordé un appui financier de plus de 800 millions de dollars depuis les années 70.

Un représentant de la SEE s'est joint à moi pendant cette mission pour poursuivre les discussions avec des clients indonésiens et canadiens de la Société.

Nous collaborons aussi étroitement avec le gouvernement indonésien pour conclure un certain nombre d'importants accords bilatéraux visant à resserrer davantage nos liens commerciaux.

Nos gouvernements ont engagé des négociations sur la conclusion d'un accord sur la protection des investissements étrangers qui stimulera l'investissement canadien direct en Indonésie et, je l'espère, la participation indonésienne au marché canadien.

Un accord sur les services aériens doit être négocié le mois prochain pour permettre l'établissement d'une liaison aérienne directe entre nos pays.

Les négociations sont aussi avancées sur d'autres accords touchant l'inspection des produits de la pêche, la géomatique et la coopération technique nucléaire.

Tous ces accords vous permettront – entrepreneurs indonésiens et canadiens – de travailler plus efficacement à la réalisation de vos objectifs commerciaux.

L'importance et la force de notre partenariat économique bilatéral, qui permet la conclusion d'accords comme ceux que je viens de mentionner – expliquent pourquoi notre premier ministre, le très honorable Jean Chrétien, a fait de l'Indonésie l'une des principales destinations de la mission « Équipe Canada » qu'il projette de diriger en Asie du Sud et du Sud-Est au début de l'an prochain. Lui aussi était déterminé à revenir à Djakarta lorsqu'il a vu le potentiel impressionnant de votre pays lors des réunions de l'APEC de novembre 1994.

J'ai été enchanté lorsque le premier ministre m'a dit avoir accepté l'invitation que le président Suharto lui avait faite de visiter l'Indonésie lors de leur rencontre du mois dernier à New York.

En dirigeant une importante délégation de représentants des gouvernements fédéral et provinciaux et de gens d'affaires en Indonésie, le premier ministre espère pouvoir finaliser plusieurs des accords bilatéraux et des initiatives en matière de commerce, d'investissement et de technologie que j'ai mentionnés aujourd'hui.

La mission « Équipe Canada » du premier ministre sera la plus grosse délégation commerciale canadienne à visiter l'Indonésie. Elle comprendra des centaines de grands dirigeants de firmes canadiennes, qui sont tous déterminés à élargir les relations d'affaires avec des partenaires et clients locaux ou, dans certains cas, à établir de telles relations.

Le concept « Équipe Canada » suppose par définition une synchronisation des efforts de nos secteurs public et privé. Cette mission illustrera la priorité que le Canada attache à ses relations avec l'Indonésie et avec la région Asie-Pacifique à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle – que plusieurs analystes appellent le Siècle du Pacifique.

J'ai bien hâte de me joindre au premier ministre pour sa visite en janvier.

Ce sera alors ma quatrième visite en Indonésie en quinze mois.

La mission de l'Équipe Canada en Indonésie cimentera nos liens économiques croissants en contribuant à promouvoir nombre des initiatives sur la technologie, les ressources naturelles et la mise en valeur des ressources humaines dans lesquelles plusieurs d'entre vous ici aujourd'hui êtes activement engagés.

Pendant sa visite, le premier ministre inaugurera aussi le nouveau Centre canadien de l'éducation à Djakarta. Ce Centre, qui fera la promotion du Canada comme destination des étudiants indonésiens qui souhaitent recevoir une éducation ou une formation postsecondaire et supérieure à l'étranger, contribuera

à intensifier davantage les liens interpersonnels entre nos deux peuples.

Au fur et à mesure que les Indonésiens connaîtront mieux le Canada et que les Canadiens visiteront plus souvent l'Indonésie, nous améliorerons la compréhension des similarités qui nous unissent et nous apprécierons davantage le caractère culturel distinctif de nos deux sociétés.

Si nous voulons que nos relations bilatérales continuent à se développer, il nous faudra réduire l'éloignement que nous impose la géographie et rapprocher nos deux sociétés. Nous pourrions y parvenir, notamment grâce aux liens tissés par les Indonésiens qui étudient au Canada, par les Indonésiens qui ont déjà étudié au Canada et qui partagent leurs expériences avec des collègues, et par les Canadiens qui étudient en Indonésie.

Nous sommes déjà des partenaires importants dans l'économie mondiale, et dans la dynamique région Asie-Pacifique. En tant qu'interlocuteurs partageant les mêmes vues, nous attendons l'un de l'autre une collaboration au sein des instances multilatérales et régionales – qu'il s'agisse de l'ONU, de la nouvelle Organisation mondiale du commerce, de l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] ou de l'APEC.

Nous partageons le même engagement à ouvrir davantage le système commercial mondial et, à titre de signataires de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, nous préconisons tous deux une accélération de la libéralisation mondiale du commerce et de l'investissement.

C'est au sein de l'Organisation mondiale du commerce que nos deux pays – en tant qu'économies d'exportation tributaires d'un système commercial ouvert – tentent de renforcer l'engagement international envers l'ouverture accrue des marchés, l'amélioration de l'accès pour nos produits et services et la coopération pour la facilitation du commerce et de l'investissement.

Nous souscrivons tous deux pleinement à la vision présentée il y a un an, à Bogor, par les dirigeants de l'APEC, et engageant les économies membres à réaliser le libre-échange dans la région Asie-Pacifique d'ici l'an 2020.

Le leadership démontré par l'Indonésie depuis l'adoption de la Déclaration de Bogor a été bien accueilli dans la région du Pacifique et dans le monde.

Votre programme courant de privatisation, vos récentes mesures de réforme économique et l'élimination des obstacles posés à l'accroissement du commerce et de l'investissement démontrent

concrètement l'engagement de l'Indonésie à garantir le succès de l'APEC et la réalisation de ses objectifs.

Avant les réunions de l'APEC à Osaka, j'aurai le plaisir de pouvoir consulter des hauts fonctionnaires et des dirigeants d'entreprises de l'Indonésie pour entendre leurs vues sur la façon dont nous pouvons collaborer plus étroitement à la réalisation de ces objectifs.

Nous devons certes veiller à ce que « l'architecture » de l'APEC corresponde à la vision proposée par les dirigeants à Bogor, mais aussi, à un niveau très pratique, à ce qu'elle permette à des gens d'affaires comme vous – en Indonésie et au Canada – de saisir efficacement la myriade de nouveaux débouchés commerciaux qui s'offrent en Asie du Sud-Est et en Amérique du Nord.

Votre Chambre de commerce, en tant que groupement bilatéral de gens d'affaires concrétisant notre partenariat économique croissant, permet de présenter aux dirigeants politiques des deux pays les vues des milieux d'affaires concernant l'évolution de l'APEC et de la politique commerciale multilatérale, ainsi que son impact sur vos activités.

Je suis heureux d'avoir pu vous rencontrer ce matin pour vous livrer mes vues sur les questions qui façonnent le climat des affaires au Canada et en Indonésie, et qui sous-tendent le développement continu de nos relations bilatérales.

J'ai hâte de revenir en Indonésie avec le premier ministre Chrétien et l'Équipe Canada, et je compte bien assister à la signature d'ententes sur les projets commerciaux que tant d'entre vous poursuivez.

Au revoir en janvier!